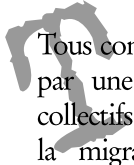


Une histoire d' R



Tous commence en automne 2014 par une **R**éunion des différents collectifs actifs dans le domaine de la migration.

Cela se poursuit par une **R**éflexion autour de la protection des personnes menacées de renvois, les plus problématiques étant vers l'Italie.

L'idée d'un **R**efuge dans une église est retenue par le collectif, car c'est l'endroit le plus pertinent en terme de symbolique et de visibilité auprès de la population et des autorités. Dans l'idée de négocier avec les églises, nous préparons les dossiers des personnes qui veulent rentrer en refuge et qui sont directement menacées de «renvoi Dublin» vers l'Italie. Ces dossiers sont transmis au conseil synodal (CS), dans l'espoir d'aboutir à un accord.

Deux semaines plus tard, la **R**éponse tombe: c'est non !

La **R**évolte gronde dans le collectif qui ne pourra pas se justifier aux yeux du CS, qui ne veut pas entendre une seule de nos revendications. C'est «Niet».

Ce **R**efus renforce notre détermination dans la lutte.

Au nom du «collectif du 20 décembre», nous occupons l'église de Saint-Laurent pour une journée. Nous **R**evendiquons: le droit à la protection par l'église, des personnes gravement menacées. Nous lançons une pétition contre les «renvois Dublin» en Italie.

En janvier 2015, nous **R**éalisons un plan pour créer un refuge malgré tout.

La préparation logistique, celle d'un manifeste qui va servir d'appui à nos **R**evendications, de l'écriture des témoignages des personnes qui occupent le refuge, l'accord des personnes pour entrer en refuge, nous ont occupés durant deux mois.

Cet acte de **R**ésistance s'est concrétisé le dimanche 8 mars, par l'installation du **R**efuge dans l'église de Saint-Laurent.

Le collectif-**R** est confronté, dès le lundi 10 mars, au CS qui campe sur ses positions et sommes les occupant·e·s de quitter immédiatement les lieux. Finalement, en l'absence d'une alternative, le refuge continue à Saint-Laurent.

Le mercredi 11 mars, un **R**assemblement devant l'église, réunis environ 300 personnes venues soutenir le refuge.

Durant cette 1ère semaine, la **R**encontre entre les paroissien·ne·s et les personnes en refuge aboutit à un soutien de leur part, par le lancement d'une pétition adressée au CS, contre l'expulsion du refuge.

Une semaine plus tard, nous descendons dans la Rue, pour y faire un maximum de bruit, au son des casseroles et sifflets. 300 personnes, scandent devant l'hôtel de ville: «*Des droits Humains, Pas d'accord Dublin!*», «*Et oui Leuba, nous sommes toujours là !*».

Le jeudi 2 avril, le collectif-**R** et les personnes en refuge ont **R**encontrés M. Maillard et M. Leuba, pour une discussion sur la question de la marge de manœuvre du Canton dans l'application des accords Dublin. Malgré le refus de la motion UDC, pour une application stricte des accords Dublin, par le Grand Conseil vaudois. 2 jours avant, le Conseil d'Etat ne veut pas remettre en questions les décisions de Berne.

Le 4 avril, le **R**efuge est réuni autour de la «folle nuit de l'évangile» pour une nuit de partage réciproque entre les paroissien·ne·s et les migrant·e·s du refuge, c'est un moment d'échange intense qui a eu lieu à cette occasion.

Le samedi 18 avril, le **R**efuge manifeste à Genève, en solidarité avec le mouvement «Stop Bunkers» genevois.

Le jeudi 23 avril, une table **R**onde sur Dublin et droits humains est organisée au refuge.

Le mercredi 29 avril, l'agence Dublin Tours, propose un voyage sans pareil au conseil d'Etat vaudois, (voir en page 11).

Le **R**efuge manifeste le samedi 9 mai à Lausanne.

Stéphane Gaillard